

**No. 50007\***

---

**Luxembourg  
and  
Germany**

**Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Federal Republic of Germany on the renovation and maintenance of the border bridge over the Moselle between Wellen and Grevenmacher. Grevenmacher, 21 October 2010**

**Entry into force:** *1 April 2012, in accordance with article 14*

**Authentic texts:** *French and German*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Luxembourg, 3 August 2012*

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

---

**Luxembourg  
et  
Allemagne**

**Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher. Grevenmacher, 21 octobre 2010**

**Entrée en vigueur :** *1<sup>er</sup> avril 2012, conformément à l'article 14*

**Textes authentiques :** *français et allemand*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Luxembourg, 3 août 2012*

*\* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

Convention  
entre  
le Grand-Duché de Luxembourg  
et  
la République fédérale d'Allemagne  
relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier  
sur la Moselle  
entre  
Wellen et Grevenmacher

TR/030812/I-50007

Le Grand-Duché de Luxembourg  
et  
la République fédérale d'Allemagne,

désireux de faciliter la circulation routière entre les deux Etats ainsi que la circulation de transit à travers leurs territoires respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Article 1  
Objet de la Convention

- (1) La jonction de la route fédérale allemande B 419 et de la route nationale luxembourgeoise N 1 sera réalisée entre Wellen et Grevenmacher.
- (2) A ces fins, il sera procédé, sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, au renouvellement du pont transfrontalier sur la Moselle au kilomètre fluvial 212,33, ci-après dénommé « pont frontalier ».
- (3) Les Etats contractants entendent, dans la mesure du possible, terminer le pont frontalier au plus tard en l'an 2012.

Article 2  
Etude du projet et exécution des travaux

- (1) Le Grand-Duché de Luxembourg se charge
- a) des travaux topographiques,
  - b) de l'étude du projet,
  - c) de la mise en adjudication,
  - d) de l'adjudication des travaux,
  - e) du contrôle des documents de soumission,
  - f) de l'exécution des travaux,
  - g) de la surveillance des travaux,
  - h) du contrôle du décompte des prestations contractuelles,
- concernant le pont frontalier, chaque fois en accord avec la République fédérale d'Allemagne.
- (2) Le pont frontalier sera conçu et exécuté suivant les normes et les prescriptions de la construction en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg. Les Etats contractants peuvent convenir de l'application des prescriptions allemandes pour des parties isolées des travaux.

Article 3  
Droit de la construction et acquisition des terrains

- (1) Le Grand-Duché de Luxembourg s'assure que les permis et autorisations requis aux termes de ses propres dispositions réglementaires en vue du renouvellement de l'ensemble du pont frontalier sont accordés en temps utile. Les dispositions réglementaires luxembourgeoises valent pour l'ensemble du pont frontalier.
- (2) Chaque Etat contractant veille à ses propres frais à ce que les terrains situés sur son territoire et nécessaires à la construction du pont frontalier définitif et provisoire soient disponibles en temps voulu.

Article 4  
Réception

Après l'achèvement des travaux de construction, la réception du pont frontalier se fait conjointement par les administrations compétentes des deux Etats contractants, en présence des adjudicataires, selon la législation luxembourgeoise applicable aux marchés publics de travaux. Le Grand-Duché de Luxembourg veille au respect des délais de garantie relatifs à la réalisation du pont frontalier et fait valoir le droit de garantie également au nom de la République fédérale d'Allemagne.

Article 5  
Entretien

- (1) Après réception, le Grand-Duché de Luxembourg se charge de l'entretien du pont frontalier.
- (2) L'entretien comprend tous les travaux qui sont nécessaires pour la maintenance et la remise en état du pont frontalier ainsi que pour le nettoyage et le service d'hiver. Le service d'hiver sur les routes d'accès au pont frontalier nécessite une convention spéciale entre les services compétents.
- (3) Les mesures d'entretien se font selon la législation luxembourgeoise. La limite pour les mesures d'entretien est constituée par l'extrémité du pont frontalier y compris la culée située du côté allemand.
- (4) L'entretien des annexes du pont frontalier (rampes, ouvrages de stabilisation des rives, voies d'accès, installations d'évacuation des eaux et d'éclairage) incombe à chaque Etat contractant sur son territoire.
- (5) Le Grand-Duché de Luxembourg se charge de la surveillance et du contrôle du pont frontalier suivant les prescriptions luxembourgeoises.

Article 6  
Frais

- (1) Le Grand-Duché de Luxembourg prend à charge un montant forfaitaire de 500 000,- EUR (cinq cent mille euros) net des frais pour le renouvellement de l'ouvrage d'art et les frais administratifs y relatifs. Les frais restants pour le renouvellement de l'ouvrage d'art et les frais administratifs y relatifs sont répartis proportionnellement entre les Etats contractants. Les quotes-parts des frais prévus par la deuxième phrase du présent alinéa se calculent proportionnellement à la longueur des parties du pont se trouvant sur les territoires respectifs sous souveraineté exclusive plus la moitié de la partie du pont se trouvant sur le territoire sous souveraineté commune. Lors de la répartition des frais telle que prévue à la première et deuxième phrase du présent alinéa, les frais administratifs sont mis en compte à raison de dix pour cent des frais pour le renouvellement de l'ouvrage d'art.
- (2) Lors de la répartition des frais pour le renouvellement du pont frontalier et des frais administratifs mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les impôts indirects luxembourgeois compris dans lesdits frais ne sont pas à prendre en compte. Ces impôts seront uniquement à charge du Grand-Duché de Luxembourg.
- (3) Les frais d'entretien du pont frontalier sont proportionnellement pris en charge par les Etats contractants. La troisième et la quatrième phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> s'appliquent *mutatis mutandis*. Lors de la répartition de ces frais, les impôts indirects luxembourgeois compris dans lesdits frais ne sont pas à prendre en compte. Ces impôts sont uniquement à charge du Grand-Duché de Luxembourg.

Article 7  
Paiements

- (1) La République fédérale d'Allemagne rembourse au Grand-Duché de Luxembourg sa part des acomptes payés aux adjudicataires au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

(2) Le Grand-Duché de Luxembourg communiquera, deux mois à l'avance, à la République fédérale d'Allemagne le montant des fonds estimés nécessaires pour le paiement des acomptes et l'informe en même temps de l'état des dépenses moyennant des relevés faisant état du montant et de l'échéance des acomptes.

(3) La République fédérale d'Allemagne règle le solde de sa quote-part après la réception de l'ouvrage et l'établissement du décompte.

(4) En cas de divergences, les montants non contestés ne peuvent pas être retenus.

(5) La République fédérale d'Allemagne reçoit les doubles des plans d'exécution, des plans des installations existantes, des contrats de construction, des bordereaux de commandes ainsi que des décomptes arrêtés.

#### Article 8 Droit d'accès, titres de séjour

(1) L'exigence d'un titre de séjour ou d'un visa, comme d'un passeport ou de documents reconnus équivalents, vise les personnes intervenant dans le renouvellement et l'entretien du pont frontalier et est régie par le droit applicable sur le territoire de l'Etat contractant où la personne concernée se trouve.

(2) L'exigence de disposer d'une autorisation d'exercer une activité dans le cadre du renouvellement ou de l'entretien du pont frontalier est régie exclusivement par le droit de l'Etat contractant auquel incombe selon les articles 2 et 5 l'exécution des travaux et du contrôle afférent, même pour les travaux exécutés sur le territoire de l'autre Etat contractant.

(3) Les dispositions nationales pertinentes pour chaque territoire s'appliquent conformément à la directive 96/71/CE du parlement européen et du conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services indépendamment de la compétence pour l'exécution des travaux. La loi allemande sur le détachement des travailleurs du 20 avril 2009 (*Arbeitnehmer-Entsendegesetz vom 20. April 2009*) telle que modifiée est notamment applicable pour les travaux exécutés sur le territoire allemand. Cette loi dispose que l'entreprise doit respecter en particulier les conditions de travail prévues par les conventions collectives et la législation du travail applicables et annoncer les travaux avant leur commencement à l'administration des douanes compétente.

(4) Les Etats contractants s'engagent à retirer à tout moment et sans formalités les personnes qui ont pénétré sur le territoire de l'autre Etat contractant sur la base de la présente Convention et qui en ont violé les dispositions ou qui y séjournent en situation irrégulière.

(5) Les questions singulières concernant le maintien de la sécurité et de l'ordre publics dans la zone du pont frontalier sont résolues d'un commun accord par les autorités frontalières et les autorités de police responsables au niveau local.

#### Article 9 Dispositions fiscales

(1) Sans modifier le tracé de la frontière commune ni le condominium existant, la zone du chantier du pont frontalier et le pont frontalier lui-même après son achèvement sont considérés – en ce qui concerne la taxe sur la valeur ajoutée – comme faisant partie du territoire du Grand-Duché de Luxembourg pour autant qu'il s'agit de livraisons de biens et de prestations de services ainsi que d'acquisitions intra-communautaires et d'importations de biens destinés au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier.

(2) Le paragraphe 1 s'applique *mutatis mutandis*, en ce qui concerne les droits d'accises et taxes à effet équivalent, pour l'utilisation des produits énergétiques et de l'électricité, sans préjudice des dispositions communautaires en vigueur.

(3) Les autorités fiscales et douanières compétentes des Etats contractants se concertent et se fournissent mutuellement toute information et assistance nécessaires en vue de l'application de leurs prescriptions légales et administratives dans le cadre des dispositions des paragraphes 1 et 2. Les représentants de ces autorités sont autorisés à séjourner sur le chantier et à y prendre les mesures nécessaires, dans le cadre des dispositions des paragraphes 1 et 2, prévues par leurs prescriptions légales et administratives. Pour le reste, les droits de souveraineté respectifs n'en sont pas affectés.

(4) La présente Convention n'affecte pas la réglementation des conventions applicables entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à établir les règles d'assistance administrative et judiciaire réciproques en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et en matière d'impôt commercial et d'impôt foncier.

#### Article 10 Protection des données

Dans le respect du droit interne des Etats contractants, la transmission et l'utilisation de données à caractère personnel (ci-après les « données ») effectuées dans le cadre de la présente Convention se font dans le respect des dispositions suivantes :

1. Le service destinataire d'un Etat contractant informe, sur demande, le service émetteur de l'autre Etat contractant de l'utilisation des données communiquées et des résultats ainsi obtenus.

2. L'utilisation des données par le service destinataire n'est autorisée qu'aux fins stipulées dans la présente Convention et dans les conditions prescrites par le service émetteur. Elle est en outre autorisée pour la prévention et la poursuite des infractions pénales d'une grande gravité et en vue de se prémunir des dangers graves pouvant affecter la sécurité publique.

3. Le service émetteur s'engage à veiller à l'exactitude des données à transmettre, au caractère nécessaire de la communication et à l'absence de disproportion entre les informations et l'objectif recherché. A cet égard, les motifs de non-communication en vigueur selon le droit applicable dans chacun des Etats contractants s'appliquent. La transmission de données ne se fait pas si le service émetteur est fondé à penser que cette transmission irait à l'encontre de l'objectif d'une loi nationale ou affecterait des intérêts dignes de protection des personnes concernées. S'il s'avère que des données inexacts ou non-communicables ont été transmises, le service destinataire doit en être informé sans délai. Il est alors dans l'obligation de procéder à la correction ou à l'effacement de ces données.

4. L'intéressé doit être informé, sur demande, des données détenues concernant sa personne, ainsi que de l'usage qu'il est prévu d'en faire. L'obligation de renseignement n'existe pas s'il s'avère après réflexion que l'intérêt de l'Etat à ne pas fournir ces renseignements prévaut sur l'intérêt du demandeur à la communication de ceux-ci. Pour le reste, le droit de l'intéressé à obtenir lesdits renseignements relève de la législation interne de l'Etat contractant sur le territoire duquel les renseignements seront demandés.

5. Si, aux fins de la présente Convention, une personne est lésée de façon illicite, le service destinataire est tenu de l'indemniser du dommage subi conformément à la législation nationale de l'Etat contractant. Dans sa relation avec la personne lésée, le service destinataire, ne peut pas invoquer à sa décharge le fait que le dommage a été causé par le service émetteur. Au cas où le service destinataire accorde une indemnisation pour un dommage causé par l'utilisation de données incorrectes ou non autorisées, le service émetteur rembourse au service destinataire le montant total de l'indemnisation accordée.

6. Si le droit national applicable au service émetteur prévoit des délais spéciaux pour l'effacement des données à caractère personnel transmises, le service émetteur en informe le service destinataire. Indépendamment de ces délais, les données communiquées doivent être effacées dès qu'elles ne sont plus nécessaires pour les fins auxquelles elles ont été transmises.

7. Le service émetteur et le service destinataire s'engagent à enregistrer la transmission et la réception de données à caractère personnel dans leurs actes.

8. Le service émetteur et le service destinataire sont tenus de protéger efficacement les données à caractère personnel communiquées contre tout accès, modification et publication non autorisés.

#### Article 11 Commission mixte

(1) Une Commission mixte germano-luxembourgeoise est instituée pour accompagner le renouvellement et l'entretien du pont frontalier. Celle-ci est composée des deux chefs des délégations et des membres délégués aux séances par chaque Etat contractant. Les Etats contractants se communiquent réciproquement le nom du chef de leur délégation dans la Commission mixte. Chaque chef de délégation peut convoquer la Commission à une réunion sous sa présidence moyennant requête au chef de l'autre délégation. La réunion doit avoir lieu, sur sa demande, au plus tard un mois après réception de cette requête.

(2) La Commission mixte a pour attribution de clarifier des questions résultant du renouvellement et de l'entretien du pont frontalier et de soumettre aux Etats contractants des recommandations concernant notamment :

- a) la détermination des dimensions principales et de la structure du pont frontalier,
- b) la détermination de l'envergure des travaux communs,
- c) l'examen du projet de l'ouvrage d'art et de la proposition d'adjudication,
- d) l'accord sur les paiements et les modalités y relatives,
- e) la réception du pont frontalier,
- f) la répartition des frais du renouvellement et de l'entretien du pont frontalier,
- g) la remise et la prise en charge du pont frontalier,
- h) l'interprétation ou l'application de la Convention en cas de divergences d'opinion.

(3) Chaque délégation de la Commission mixte a le droit de recevoir de la part des administrations compétentes de l'autre Etat contractant les documents qu'elle estime nécessaires pour préparer les décisions de la Commission.

(4) Chaque Etat contractant peut inviter des experts aux séances de la Commission mixte.

(5) La Commission mixte prend ses décisions d'un commun accord.

#### Article 12 Divergences d'opinion

Les divergences d'opinion relatives à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention devront être résolues par les autorités compétentes des Etats contractants. A cette fin, chaque Etat contractant peut demander à la Commission mixte de prendre position. Exceptionnellement, il peut être fait usage de la voie diplomatique.

#### Article 13 Durée, modifications et clause d'application préliminaire de la Convention

(1) La présente Convention est conclue à durée indéterminée. Elle peut être modifiée, complétée ou résiliée d'un commun accord entre les Etats contractants.

(2) En cas de difficultés majeures lors de l'exécution de la Convention ou en cas de changement substantiel des conditions existantes au moment de la conclusion, les Etats contractants négocieront, sur demande d'un Etat contractant, soit un avenant à la Convention, soit une nouvelle convention.

(3) En vue d'une mise en service la plus précoce possible du pont frontalier, les dispositions de la présente Convention sont applicables, sous réserve du respect du droit applicable des Etats contractants, dès la signature de la Convention.

Article 14  
Entrée en vigueur

(1) La présente Convention sera ratifiée ; les instruments de ratification seront échangés aussi tôt que possible à Berlin (République fédérale d'Allemagne).

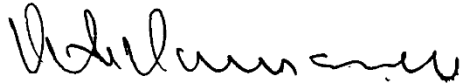
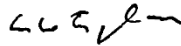
(2) La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit l'échange des instruments de ratification.

Fait à Grevenmacher (Grand-Duché de Luxembourg), le 21 octobre 2010, en deux originaux, chacun en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg



Pour la République fédérale d'Allemagne





[ GERMAN TEXT – TEXTE ALLEMAND ]

Abkommen  
zwischen  
dem Großherzogtum Luxemburg  
und  
der Bundesrepublik Deutschland  
über die Erneuerung und die Erhaltung der Grenzbrücke  
über die Mosel  
zwischen  
Wellen und Grevenmacher

Das Großherzogtum Luxemburg  
und  
die Bundesrepublik Deutschland –

von dem Wunsch geleitet, den Straßenverkehr zwischen den beiden Staaten und den Durchgangsverkehr durch ihre Hoheitsgebiete zu erleichtern, sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1  
Gegenstand des Abkommens

- (1) Die deutsche Bundesstraße B 419 und die luxemburgische Straße N 1 werden zwischen Wellen und Grevenmacher zusammengeschlossen.
- (2) Zu diesem Zweck wird im Hoheitsgebiet des Großherzogtums Luxemburg und im Hoheitsgebiet der Bundesrepublik Deutschland die grenzüberschreitende Brücke über die Mosel bei Flusskilometer 212,33, im Folgenden als „Grenzbrücke“ bezeichnet, erneuert.
- (3) Die Vertragsstaaten streben an, die Grenzbrücke nach Möglichkeit spätestens im Jahr 2012 fertig zu stellen.

Artikel 2  
Planung und Bauausführung

- (1) Das Großherzogtum Luxemburg übernimmt die
  - a) Vermessung,
  - b) Planung,
  - c) Ausschreibung,
  - d) Auftragsvergabe,
  - e) Prüfung der Ausführungsunterlagen,
  - f) Bauausführung,
  - g) Bauüberwachung,
  - h) Prüfung der Abrechnung der vertraglichen Leistungen,für die Grenzbrücke jeweils nach Herstellung des Einvernehmens mit der Bundesrepublik Deutschland.
- (2) Die Grenzbrücke wird nach den im Großherzogtum Luxemburg geltenden Normen und Vorschriften des Bauwesens geplant und ausgeführt. Für einzelne Bauteile können die Vertragsstaaten die Anwendung deutscher Vorschriften vereinbaren.

Artikel 3  
Baurecht und Grunderwerb

- (1) Das Großherzogtum Luxemburg stellt sicher, dass rechtzeitig die nach seinen Rechtsvorschriften zur Erneuerung der gesamten Grenzbrücke erforderlichen Genehmigungen und Erlaubnisse erteilt sind. Die luxemburgischen Rechtsvorschriften gelten für die gesamte Grenzbrücke.
- (2) Jeder Vertragsstaat sorgt auf seine Kosten dafür, dass in seinem Hoheitsgebiet die für den Bau der Grenzbrücke dauernd oder zeitweilig erforderlichen Grundstücke rechtzeitig zur Verfügung stehen.

Artikel 4  
Abnahme

Nach Abschluss der Bauarbeiten wird die Grenzbrücke von den zuständigen Verwaltungen der beiden Vertragsstaaten nach dem bei öffentlichen Bauaufträgen angewendeten luxemburgischen Recht in Anwesenheit der Auftragnehmer gemeinsam abgenommen. Das Großherzogtum Luxemburg überwacht die Einhaltung der Gewährleistungsfristen für die Ausführung der Grenzbrücke und macht Gewährleistungsansprüche auch namens der Bundesrepublik Deutschland geltend.

Artikel 5  
Erhaltung

- (1) Nach Abnahme übernimmt das Großherzogtum Luxemburg die Erhaltung der Grenzbrücke.
- (2) Die Erhaltung umfasst alle Arbeiten, die zur Unterhaltung und Instandsetzung der Grenzbrücke sowie zur Reinigung und zum Winterdienst erforderlich sind. Der Winterdienst auf den Anschlussstrecken bedarf einer besonderen Vereinbarung zwischen den zuständigen Stellen.
- (3) Die Erhaltungsmaßnahmen erfolgen nach luxemburgischem Recht. Die Grenze für die Erhaltungsmaßnahmen ist das Ende der Grenzbrücke einschließlich des Widerlagers auf deutschem Gebiet.
- (4) Die Erhaltung der der Grenzbrücke zugehörigen Anlagen (Rampen, Uferbefestigungen, Zufahrten sowie Entwässerungs- und Beleuchtungsanlagen) obliegt jedem Vertragsstaat in seinem Hoheitsgebiet.
- (5) Die Überwachung und Prüfung der Grenzbrücke übernimmt das Großherzogtum Luxemburg nach luxemburgischen Vorschriften.

Artikel 6  
Kosten

- (1) Von den Kosten für die Erneuerung des Brückenbauwerks und den diesbezüglichen Verwaltungskosten trägt das Großherzogtum Luxemburg einen Festbetrag in Höhe von 500.000,- EUR (fünfhunderttausend Euro) netto. Die verbleibenden Kosten für die Erneuerung des Brückenbauwerks und die diesbezüglichen Verwaltungskosten tragen die Vertragsstaaten anteilmäßig. Die Kostenanteile nach Satz 2 berechnen sich nach dem Verhältnis der Längen der Brückenteile in dem jeweiligen alleinigen Hoheitsgebiet zuzüglich der Hälfte der Länge der Brücke im gemeinschaftlichen Hoheitsgebiet. Bei der Kostenaufteilung nach Satz 1 und 2 werden die Verwaltungskosten mit zehn vom Hundert der Kosten für die Erneuerung des Brückenbauwerks in Rechnung gestellt.
- (2) Bei der Aufteilung der Kosten für die Erneuerung der Grenzbrücke und der Verwaltungskosten nach Absatz 1 sind die in den Kosten enthaltenen luxemburgischen indirekten Steuern nicht zu berücksichtigen. Diese Steuern werden allein vom Großherzogtum Luxemburg getragen.
- (3) Die Kosten der Erhaltung der Grenzbrücke tragen die Vertragsstaaten anteilmäßig. Absatz 1 Satz 3 und 4 gelten entsprechend. Bei der Aufteilung dieser Kosten sind die darin enthaltenen luxemburgischen indirekten Steuern nicht zu berücksichtigen. Diese Steuern werden allein vom Großherzogtum Luxemburg getragen.

Artikel 7  
Zahlungen

- (1) Die Bundesrepublik Deutschland erstattet dem Großherzogtum Luxemburg den von ihr zu tragenden Anteil der Abschlagszahlungen, die entsprechend dem Baufortschritt den Auftragnehmern geleistet werden.

- (2) Das Großherzogtum Luxemburg wird der Bundesrepublik Deutschland zwei Monate im voraus den geschätzten Bedarf an Mitteln für die Abschlagszahlungen mitteilen und dabei über den Stand der Ausgaben durch Übersichten unterrichten, in denen die Höhe und der Zeitpunkt der Auszahlungen ausgewiesen werden.
- (3) Die Bundesrepublik Deutschland zahlt den Rest ihres Kostenanteils nach Abnahme und Abrechnung.
- (4) Bei Meinungsverschiedenheiten können die unstreitigen Beträge nicht zurückgehalten werden.
- (5) Die Bundesrepublik Deutschland erhält Zweitstücke der Ausführungs- und Bestandspläne, der Bauverträge, Bestellurkunden und festgestellten Abrechnungsunterlagen.

#### Artikel 8 Betretungsrecht, Aufenthaltstitel

- (1) Das Erfordernis eines Aufenthaltstitels oder eines Visums sowie von Pässen oder Passersatzpapieren richtet sich für die bei der Erneuerung und bei der Erhaltung der Grenzbrücke beteiligten Personen nach dem Recht, das jeweils im Hoheitsgebiet derjenigen Vertragspartei gilt, in dem die betreffende Person sich aufhält.
- (2) Das Erfordernis einer Erlaubnis, eine Beschäftigung bei der Erneuerung und bei der Erhaltung der Grenzbrücke auszuüben, richtet sich auch für Tätigkeiten, die auf dem Hoheitsgebiet der jeweils anderen Vertragspartei ausgeübt werden, ausschließlich nach dem Recht derjenigen Vertragspartei, welcher nach Artikel 2 und 5 die Ausführung der Arbeiten einschließlich der damit zusammenhängenden Kontrollen obliegt.
- (3) Unabhängig von der Zuständigkeit für die Bauausführung finden entsprechend der Richtlinie 96/71/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 1996 über die Entsendung von Arbeitnehmern im Rahmen der Erbringung von Dienstleistungen die für das jeweilige Territorium einschlägigen nationalen Rechtsvorschriften Anwendung. Für auf deutschem Territorium ausgeführte Arbeiten ist dies insbesondere das Arbeitnehmer-Entsendegesetz vom 20. April 2009 in seiner jeweils gültigen Fassung. Danach muss das Unternehmen insbesondere die nach dem Gesetz maßgeblichen tarifvertraglichen und gesetzlichen Arbeitsbedingungen einhalten und die Arbeiten vor Arbeitsaufnahme der zuständigen Behörde der Zollverwaltung anzeigen.
- (4) Die Vertragsstaaten verpflichten sich, Personen, die aufgrund dieses Vertrages in das Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaates gelangt sind und die die Bestimmungen dieses Vertrages verletzt haben oder sich dort rechtswidrig aufhalten, jederzeit formlos zurückzunehmen.
- (5) Einzelfragen zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung im Bereich der Grenzbrücke werden von den örtlich zuständigen Grenzbehörden und den jeweils örtlich zuständigen Polizeibehörden einvernehmlich geregelt.

#### Artikel 9 Steuerbestimmungen

- (1) Ohne den Verlauf der gemeinsamen Staatsgrenze und das bestehende Kondominium zu verändern, gilt der Baustellenbereich der Grenzbrücke und nach ihrer Fertigstellung die Grenzbrücke selbst hinsichtlich der Mehrwertsteuer als Hoheitsgebiet des Großherzogtums Luxemburg, soweit es sich um Lieferungen von Gegenständen und sonstige Leistungen sowie den innergemeinschaftlichen Erwerb und die Einfuhr von Gegenständen handelt, die für die Erneuerung und die Erhaltung der Grenzbrücke bestimmt sind.
- (2) Hinsichtlich der besonderen Verbrauchssteuern gilt Absatz 1 vorbehaltlich geltenden Gemeinschaftsrechts sinngemäß auch für die Verwendung von Energieerzeugnissen und Strom.

(3) Die zuständigen Steuer- und Zollbehörden der Vertragsstaaten verständigen sich und leisten einander jede notwendige Information und Unterstützung bei der Anwendung ihrer Rechts- und Verwaltungsvorschriften im Rahmen der Bestimmung der Absätze 1 und 2. Die Vertreter dieser Behörden sind berechtigt, sich auf der Baustelle aufzuhalten und dort die Maßnahmen im Rahmen der Bestimmung der Absätze 1 und 2 zu treffen, die in ihren Rechts- und Verwaltungsvorschriften vorgesehen sind. Im Übrigen bleiben die jeweiligen Hoheitsrechte unberührt.

(4) Von diesem Abkommen unberührt bleiben die Regelungen des jeweils geltenden Abkommens zwischen dem Großherzogtum Luxemburg und der Bundesrepublik Deutschland zur Vermeidung der Doppelbesteuerungen und über gegenseitige Amts- und Rechtshilfe auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen sowie der Gewerbesteuern und der Grundsteuern.

#### Artikel 10 Datenschutz

Unter Beachtung des innerstaatlichen Rechts jedes Vertragsstaates erfolgen Übermittlung und Verwendung personenbezogener Daten – im Weiteren „Daten“ genannt – im Rahmen dieses Abkommens nach Maßgabe folgender Bestimmungen:

1. Die empfangende Stelle eines Vertragsstaates unterrichtet die übermittelnde Stelle des anderen Vertragsstaates auf Ersuchen über die Verwendung der übermittelten Daten und über die dadurch erzielten Ergebnisse.
2. Die Verwendung der Daten durch die empfangende Stelle ist nur zu den in diesem Abkommen bezeichneten Zwecken und zu den durch die übermittelnde Stelle vorgegebenen Bedingungen zulässig. Die Verwendung ist darüber hinaus zulässig zur Verhütung und Verfolgung von Straftaten von erheblicher Bedeutung sowie zum Zwecke der Abwehr von erheblichen Gefahren für die öffentliche Sicherheit.
3. Die übermittelnde Stelle ist verpflichtet, auf die Richtigkeit der zu übermittelnden Daten sowie auf die Erforderlichkeit und Verhältnismäßigkeit in Bezug auf den mit der Übermittlung verfolgten Zweck zu achten. Dabei sind die nach dem jeweiligen innerstaatlichen Recht geltenden Übermittlungsverbote zu beachten. Die Übermittlung der Daten unterbleibt, wenn die übermittelnde Stelle Grund zur Annahme hat, dass dadurch gegen den Zweck eines innerstaatlichen Gesetzes verstoßen würde oder schutzwürdige Interessen der betroffenen Personen beeinträchtigt würden. Erweist sich, dass unrichtige Daten oder Daten, die nicht übermittelt werden dürfen, übermittelt worden sind, so ist dies der empfangenden Stelle unverzüglich mitzuteilen. Sie ist verpflichtet, die Daten unverzüglich zu berichtigen oder zu löschen.
4. Dem Betroffenen ist auf Antrag über die zu seiner Person vorhandenen Daten sowie über ihren vorgesehenen Verwendungszweck Auskunft zu erteilen. Die Verpflichtung zur Auskunftserteilung besteht nicht, soweit eine Abwägung ergibt, dass das öffentliche Interesse, die Auskunft nicht zu erteilen, das Interesse des Betroffenen an der Auskunftserteilung überwiegt. Im Übrigen richtet sich das Recht des Betroffenen, über die zu seiner Person vorhandenen Daten Auskunft zu erhalten, nach dem innerstaatlichen Recht des Vertragsstaates, in dessen Hoheitsgebiet die Auskunft beantragt wird.
5. Wird jemand im Zusammenhang mit Datenübermittlungen aufgrund dieses Abkommens rechtswidrig geschädigt, ist ihm die empfangende Stelle nach Maßgabe ihres innerstaatlichen Rechts zum Ersatz des Schadens verpflichtet. Sie kann sich im Verhältnis zum Geschädigten zu ihrer Entlastung nicht darauf berufen, dass der Schaden durch die übermittelnde Stelle verursacht worden ist. Leistet die empfangende Stelle Schadensersatz wegen eines Schadens, der durch die Verwendung von unrichtig oder unzulässig übermittelten Daten verursacht wurde, so erstattet die übermittelnde Stelle der empfangenden Stelle den Gesamtbetrag des geleisteten Ersatzes.
6. Soweit das für die übermittelnde Stelle geltende nationale Recht in Bezug auf die übermittelten personenbezogenen Daten besondere Lösungsfristen vorsieht, weist die übermittelnde Stelle die empfangende Stelle darauf hin. Unabhängig von diesen Fristen sind die übermittelten personenbezogenen Daten zu löschen, sobald sie für den Zweck, für den sie übermittelt worden sind, nicht mehr erforderlich sind.

7. Die übermittelnde und die empfangende Stelle sind verpflichtet, die Übermittlung und den Empfang von personenbezogenen Daten aktenkundig zu machen.

8. Die übermittelnde und die empfangende Stelle sind verpflichtet, die übermittelten personenbezogenen Daten wirksam gegen unbefugten Zugang, unbefugte Veränderung und unbefugte Bekanntgabe zu schützen.

#### Artikel 11 Gemischte Kommission

(1) Es wird eine deutsch-luxemburgische Gemischte Kommission für die Erneuerung und die Erhaltung der Grenzbrücke gebildet. Diese besteht aus den beiden Leitern der Delegationen und aus den von jedem Vertragsstaat zu den Sitzungen entsandten Mitgliedern. Die Vertragsstaaten teilen einander den Leiter ihrer Delegation in der Gemischten Kommission mit. Jeder Delegationsleiter kann die Kommission durch Ersuchen an den Leiter der anderen Delegation zu einer Sitzung unter seinem Vorsitz einberufen. Die Sitzung muss auf seinen Wunsch spätestens innerhalb eines Monats nach Zugang dieses Ersuchens stattfinden.

(2) Die Gemischte Kommission hat die Aufgabe, Fragen zu klären, die sich hinsichtlich der Erneuerung und der Erhaltung der Grenzbrücke ergeben, und den Vertragsstaaten Empfehlungen zu unterbreiten, insbesondere zu

- a) Festlegung der Hauptmaße und der Gestaltung der Grenzbrücke,
- b) Feststellung des Umfangs der gemeinsamen Arbeiten,
- c) Prüfung des Bauwerksentwurfs und zum Vergabevorschlag,
- d) Einigung über Zahlungen und Zahlungsmodalitäten,
- e) Abnahme der Grenzbrücke,
- f) Aufteilung der Kosten für die Erneuerung und die Erhaltung der Grenzbrücke,
- g) Übergabe und Übernahme der Grenzbrücke,
- h) Auslegung oder Anwendung des Abkommens bei Meinungsverschiedenheiten.

(3) Jede Delegation in der Gemischten Kommission kann sich von den zuständigen Verwaltungen des anderen Vertragsstaats die Unterlagen vorlegen lassen, die sie für notwendig erachtet, um die Beschlüsse der Kommission vorzubereiten.

(4) Jeder Vertragsstaat kann zu den Sitzungen der Gemischten Kommission Sachverständige einladen.

(5) Die Gemischte Kommission fasst alle ihre Beschlüsse im gegenseitigen Einvernehmen.

#### Artikel 12 Meinungsverschiedenheiten

Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder Anwendung dieses Abkommens sollen durch die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten gelöst werden. Jeder Vertragsstaat kann zu diesem Zweck die Gemischte Kommission um Stellungnahme bitten. Ausnahmsweise kann der diplomatische Weg genutzt werden.

#### Artikel 13 Geltungsdauer, Abkommensänderungen und Vorabanwendungsklausel

(1) Dieses Abkommen wird auf unbestimmte Zeit geschlossen. Es kann im gegenseitigen Einvernehmen zwischen den Vertragsstaaten geändert, ergänzt oder aufgehoben werden.

(2) Ergeben sich bei der Durchführung des Abkommens erhebliche Schwierigkeiten oder ändern sich die bei seinem Abschluss bestehenden Verhältnisse wesentlich, so werden die Vertragsstaaten auf Wunsch eines Vertragsstaats über einen Nachtrag zum Abkommen oder über eine Neuregelung verhandeln.

(3) Zum Zwecke der frühestmöglichen Inbetriebnahme der Grenzbrücke werden die Bestimmungen dieses Abkommens ab dem Tag seiner Unterzeichnung, nach Maßgabe des jeweiligen innerstaatlichen Rechts der Vertragsstaaten, angewandt.

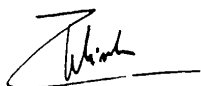
**Artikel 14**  
**Inkrafttreten**

(1) Dieses Abkommen bedarf der Ratifikation; die Ratifikationsurkunden werden so bald wie möglich in Berlin (Bundesrepublik Deutschland) ausgetauscht.

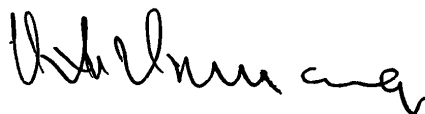
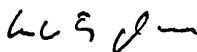
(2) Dieses Abkommen tritt am ersten Tag des zweiten Monats nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Geschehen zu Grevenmacher (Großherzogtum Luxemburg) am 21. Oktober 2010, in zwei Urschriften, jede in französischer und deutscher Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für das Großherzogtum Luxemburg



Für die Bundesrepublik Deutschland



[TRANSLATION – TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG AND  
THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY ON THE RENOVATION  
AND MAINTENANCE OF THE BORDER BRIDGE OVER THE  
MOSELLE BETWEEN WELLEN AND GREVENMACHER

The Grand Duchy of Luxembourg and the Federal Republic of Germany,

Desiring to facilitate road traffic between the two States as well as transit across their  
respective territories, have agreed as follows:

*Article 1. Object of the Convention*

(1) The junction between Federal German Highway B 419 and Luxembourg  
National Highway N1 shall be at Wellen and Grevenmacher.

(2) To that end, the cross-border bridge over the Moselle shall be renovated in the  
territory of the Grand Duchy of Luxembourg and the territory of the Federal Republic of  
Germany, at fluvial kilometre 212.33, hereinafter referred to as the “border bridge”.

(3) Insofar as possible, the Contracting States intend to complete the border bridge  
not later than 2012.

*Article 2. Project design and execution of work*

(1) The Grand Duchy of Luxembourg undertakes responsibility for the:

- (a) topographical survey;
- (b) project design;
- (c) bidding process;
- (d) awarding of contracts;
- (e) inspection of bidding documents;
- (f) execution of the work;
- (g) supervision of the work;

(h) control of expense statements for contractual services in connection with the  
border bridge, subject, in every case, to agreement with the Federal Republic of  
Germany.

(2) The border bridge shall be designed and executed in accordance with the  
standards and regulations for construction in force in the Grand Duchy of Luxembourg.  
The Contracting States may agree on the application of German regulations for isolated  
portions of the work.



*Article 3. Right of construction and acquisition of land*

(1) The Grand Duchy of Luxembourg shall ensure that the permits and authorizations required under the terms of its own regulations for the renovation of the border bridge as a whole are issued in a timely manner. The regulations of Luxembourg shall be applicable to the border bridge as a whole.

(2) Each Contracting State shall ensure, at its own cost and expense, that the land situated in its territory which is necessary for the construction of a provisional and permanent border bridge is available in a timely manner.

*Article 4. Acceptance*

Upon completion of the construction, the border bridge shall be accepted jointly by the competent administrations of the two Contracting States, in the presence of the contractors, in accordance with the legislation of Luxembourg applicable to public works contracts. The Grand Duchy of Luxembourg shall ensure compliance with the deadlines for guarantees concerning the execution of the border bridge and enforce the same right on behalf of the Federal Republic of Germany.

*Article 5. Maintenance*

(1) Upon acceptance, the Grand Duchy of Luxembourg undertakes to maintain the border bridge.

(2) Maintenance shall consist of all the work necessary to maintain and repair the border bridge as well as cleaning and winter maintenance. A special convention between the competent services shall be required for winter maintenance of access roads to the border bridge.

(3) Maintenance measures shall be taken in accordance with the legislation of Luxembourg. The boundary for maintenance measures shall be constituted by the extremity of the border bridge, including the abutment situated on the German side.

(4) It is incumbent on each Contracting State to maintain the annexes of the border bridge (ramps, bank stabilization, access roads, and drainage and lighting facilities) situated in its territory.

(5) The Grand Duchy of Luxembourg undertakes to oversee and monitor the border bridge in accordance with the regulations of Luxembourg.

*Article 6. Expenses*

(1) The Grand Duchy of Luxembourg undertakes to provide a lump sum of 500,000 euros (five hundred thousand euros), net of expenses, for renovation of the structure and associated administrative expenses. The remaining expenses for renovation of the structure and associated administrative expenses shall be shared proportionally between the Contracting States. The share of the expenses referred to in the second sentence of this paragraph shall be calculated in proportion to the length of the parts of the bridge situated in the respective territories under exclusive sovereignty plus half the part of the

bridge situated in the territory under common sovereignty. In the apportionment of expenses as provided for in the first and second sentences of this paragraph, administrative expenses shall be calculated at a rate of 10 per cent of the expenses for renovation of the structure.

(2) In apportioning expenses for renovation of the border bridge and the administrative expenses referred to in paragraph 1, Luxembourg indirect taxes included in such expenses shall not be taken into account. Such taxes shall be the sole responsibility of the Grand Duchy of Luxembourg.

(3) The expenses of maintaining the border bridge shall be borne proportionally by the Contracting States. The third and fourth sentences of paragraph 1 shall apply *mutatis mutandis*. In apportioning such expenses, Luxembourg indirect taxes included in such expenses shall not be taken into account. Such taxes shall be the sole responsibility of the Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Article 7. Payment*

(1) The Federal Republic of Germany shall reimburse the Grand Duchy of Luxembourg for its portion of the down payment made to the successful bidders as the work progresses.

(2) The Grand Duchy of Luxembourg shall inform the Federal Republic of Germany two months in advance of the estimated amount of the down payments and of the expenses incurred in the form of statements showing the amount and the due date of the down payments.

(3) The Federal Republic of Germany shall settle the balance of its portion upon acceptance of the structure and the establishment of a detailed statement of expenses.

(4) In the event of differences of opinion, uncontested amounts may not be withheld.

(5) The Federal Republic of Germany shall receive duplicates of execution plans, existing facilities plans, construction contracts, purchase orders and detailed statements of expenses.

#### *Article 8. Right of access, residency permits*

(1) Persons employed in connection with the renovation and maintenance of the border bridge are required to have a residency permit, a visa, a passport and or a document that is a recognized equivalent. This requirement shall be governed by the law applicable in the territory of the Contracting State where the person concerned is situated.

(2) The requirement to have authorization to exercise an activity as part of the renovation or maintenance of the border bridge shall be governed exclusively by the law of the Contracting State responsible, under articles 2 and 5, for the execution of the work and related supervision, including work executed in the territory of the other Contracting State.

(3) The relevant national legislation for each territory shall apply pursuant to Directive 96/71/EC of the European Parliament and of the Council of 16 December 1996 concerning the posting of workers in the framework of the provision of services

irrespective of which Contracting State is responsible for execution of the work. The German law of 20 April 2009 concerning the posting of workers (Arbeitnehmer-Entsendegesetz vom 20. April 2009), as amended, is, in particular, applicable to work executed in German territory. This law provides that a company must respect, in particular, the working conditions set out in applicable collective bargaining agreements and labour laws and inform the competent customs authorities of the work prior to its commencement.

(4) The Contracting States undertake to withdraw, at any time and without formalities, persons who have entered the territory of the other Contracting State on the basis of this Convention and who have violated its provisions, or who are staying there in an unlawful situation.

(5) Specific issues concerning the maintenance of security and public order in the border bridge area shall be resolved by mutual agreement between the border authorities and the local police authorities.

#### *Article 9. Tax provisions*

(1) Without modifying the common border line or the existing jointly managed territory (condominium), the border bridge construction site and the border bridge itself, once it has been completed, shall be considered – for purposes of the value-added tax – as belonging to the territory of the Grand Duchy of Luxembourg for the purposes of deliveries of goods and the provision of services as well as intra-Community acquisition and imports of goods for the renovation and maintenance of the border bridge.

(2) Paragraph 1 shall apply mutatis mutandis with regard to excise duties and taxes with equivalent effect on the use of energy products and electricity, without prejudice to the European Community provisions in force.

(3) The competent tax and customs authorities of the Contracting States shall collaborate and provide each other all information and assistance necessary for the application of their legal and administrative requirements within the framework of the provisions of paragraphs 1 and 2. Representatives of these authorities shall be authorized to stay on the site and take the necessary measures there, within the framework of the provisions of paragraphs 1 and 2, set out in their legal and administrative regulations. Otherwise, their respective sovereignty rights shall not be affected.

(4) This Convention shall have no bearing on the implementation of applicable conventions between the Grand Duchy of Luxembourg and the Federal Republic of Germany for the avoidance of double taxation and the establishment of principles for reciprocal administrative and legal assistance with respect to taxes on income and fortune, business taxes and land taxes.

#### *Article 10. Protection of information*

In accordance with the domestic law of the Contracting States, the transmission and use of information of a personal nature (hereinafter referred to as “information”) within the framework of this Convention shall comply with the following provisions:

1. The recipient department of a Contracting State shall, upon request, report to the sending department of the other Contracting State on the use of the information provided and the results obtained.

2. The use of information by the recipient department shall be authorized only for the purposes stipulated in this Convention and under the conditions prescribed by the sending department. Such use of information shall also be authorized for the prevention and prosecution of criminal offences of a very serious nature with a view to guarding against serious dangers that could affect public security.

3. The sending department shall undertake to ensure that the information transmitted is accurate, that the transmittal is necessary and that there is no lack of proportion between the information and the desired objective. In this connection, the grounds for withholding information provided for in the applicable law in each Contracting State shall apply. Information shall not be transmitted if the sending department has good reason to believe that such transmission would be contrary to the objective of a national law or would affect interests of the persons concerned that are entitled to be protected. Should it become apparent that inaccurate information or information that should have been withheld has been transmitted, the recipient department shall be so informed without delay. The recipient department shall then be obliged to correct or delete such information.

4. The interested party shall be informed, upon request, of the information released concerning his or her person as well as its intended use. The obligation to inform shall be waived if, upon reflection, it is found that the interest of the State to withhold such information prevails over the interest of the person requesting it. Otherwise, the right of the interested party to obtain such information shall be determined in accordance with the domestic legislation of the Contracting State in the territory from which the information is being requested.

5. If, for the purposes of this Convention, a party is unlawfully injured, the recipient department shall be obliged to pay compensation for the damage suffered in accordance with the national legislation of the Contracting State. With respect to the injured party, the recipient department may not attempt to evade liability by claiming that the damage was caused by the sending department. In cases where the recipient department pays compensation for damage caused by the use of inaccurate or unauthorized information, the sending department shall reimburse the recipient department for the full amount of the compensation disbursed.

6. If the national law applicable to the sending department specifies time limits for the deletion of the personal information transmitted, the sending department shall so inform the recipient department. Irrespective of such time limits, the information must be deleted as soon as it is no longer necessary for the purposes for which it was transmitted.

7. The sending department undertakes to keep a record of the transmission and receipt of personal information.

8. The sending department and the recipient department are obliged to provide effective protection by not allowing unauthorized access to, or modification or publication of, any personal information that has been transmitted.

*Article 11. Joint Commission*

(1) A Joint German-Luxembourg Commission shall be established in connection with the renovation and maintenance of the border bridge. The Joint Commission shall be composed of two heads of delegations and members delegated by each Contracting State to attend meetings. The Contracting States shall inform each other of the name of their head of delegation in the Joint Commission. Each head of delegation may convene a meeting of the Commission, over which he or she would preside, through a request to the head of the other delegation. The meeting shall take place, at his or her request, not later than one month after receipt of such request.

(2) The Joint Commission shall be responsible for clarifying questions arising in connection with the renovation and maintenance of the border bridge and for submitting recommendations to the Contracting States concerning, in particular:

- (a) determination of the principal dimensions of the structure of the border bridge;
- (b) determination of the scope of common construction work;
- (c) examination of the structure project and proposals for awarding of contracts;
- (d) decisions concerning payments and methods of payment;
- (e) acceptance of the border bridge;
- (f) apportionment of the expenses of renovating and maintaining the border bridge;
- (g) handover and acceptance of responsibility for the border bridge;
- (h) interpretation or application of the Convention in the event of a difference of opinion.

(3) Each delegation of the Joint Commission is entitled to receive from the competent administrations of the other Contracting State such documents as it deems necessary to prepare the decisions of the Commission.

(4) Each Contracting State may invite experts to meetings of the Joint Commission.

(5) The Joint Commission shall take its decisions by mutual agreement.

*Article 12. Differences of opinion*

Differences of opinion concerning the interpretation or application of this Convention shall be settled by the competent authorities of the Contracting States. For that purpose, each Contracting State may request the Joint Commission to take a position. Recourse to the diplomatic channel may be had on an exceptional basis.

*Article 13. Duration, amendments and clause on preliminary application of the Convention*

(1) This Convention is concluded for an indefinite period. It may be amended, supplemented or terminated by mutual agreement between the Contracting States.

(2) In the event of major difficulties in the execution of the Convention or substantial changes in conditions existing at the time of its conclusion, the Contracting

States shall negotiate, at the request of one of them, either an amendment to the Convention or a new Convention.

(3) With a view to the opening of the border bridge at the earliest possible date, the provisions of this Convention shall be applicable upon signature of the Convention, subject to compliance with the applicable law of the Contracting States,.

*Article 14. Entry into force*

(1) This Convention shall be ratified; the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Berlin (Federal Republic of Germany).

(2) This Convention shall enter into force on the first day of the second month following the exchange of the instruments of ratification.

DONE in Grevenmacher (Grand Duchy of Luxembourg) on 21 October 2010, in two originals in the French and German languages, both texts being equally authentic.

For the Grand Duchy of Luxembourg:

CLAUDE WISELER

For the Federal Republic of Germany:

PETER RAMSAUER

HUBERTUS VON MOOR